

La lettre du

FRONT de GAUCHE

Châtillon 92320 - N°4 du 28 Novembre 2013



Contre l'injustice fiscale et sociale, le Front de Gauche appelle à une grande marche le dimanche 1er décembre à Paris pour une révolution fiscale, la taxation du capital et l'annulation de la hausse de la TVA. Cette marche se dirigera vers le « portique » de Bercy, symbole de la politique du gouvernement Ayrault plus favorable au Medef et à la finance qu'aux salariés et à la grande masse de la population.

Ayrault et Moscovici sont catégoriques. Le gouvernement ne reviendra pas sur la hausse de la TVA prévue le 1er janvier. Cette mesure serait nécessaire pour financer les 20 milliards d'euros donnés au patronat. Selon Moscovici, « c'est par l'entreprise que va reprendre l'économie française : la TVA est faite pour financer en partie cet effort ».

Ayrault insiste : la hausse est nécessaire car « cela va permettre de financer la baisse du coût du travail pour toutes les entreprises ». Ils confirment ce faisant leur ralliement à la thèse néolibérale selon laquelle le problème de l'économie française serait le « coût du travail » bien plus par exemple que la contraction de la consommation intérieure que la hausse de la TVA ne peut qu'aggraver (voir le dossier).

Ils annoncent la poursuite d'une politique qui a échoué lorsque l'UMP la mettait en œuvre et n'est pas devenue plus efficace parce que c'est le PS qui l'applique désormais.

La mobilisation s'amplifie :

Le départ de la marche aura lieu à 13h30 Place d'Italie. Le carré de tête se mettra en place sur le Boulevard de l'Hôpital. La marche se dirigera vers Bercy et rejoindra la place Bernstein, où des prises de paroles auront lieu à partir de 16h (Les dirigeants du Front de Gauche, du NPA, de Lutte Ouvrière ainsi que des responsables syndicaux.)

Ce que dit le PS

En 2011



En 2012

« On vient de supprimer la TVA Sarkozy en juillet au Parlement, ce n'est pas pour la remettre en place »

- Ayrault Septembre 2012

En 2013

« La hausse est nécessaire car « cela va permettre de financer la baisse du coût du travail pour toutes les entreprises »

- Ayrault Novembre 2013

Philippe VARIN : Un patron Voyou ?

L'ex PDG, pris de remord, aurait refusé son parachute doré de 21 millions d'Euros A voir sur BFM :

<http://www.bfmtv.com/politique/melenchon-maintenant-faudrait-feliciter-voyous-655776.html>

Une nouvelle force au Front de gauche :
Ensemble. Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire.

Ceux qui sont « Ensemble » À l'origine d'Ensemble, on trouve la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), les Alternatifs, Convergence et alternative, la Gauche anticapitaliste et une partie de la Gauche unitaire. On compte aussi quelques adhésions individuelles et des personnalités comme l'économiste Pierre Khalfa ou l'ancienne présidente du Syndicat de la magistrature Évelyne Sire-Marin.



NON aux usines à vaches

NOVISSSEN
www.novissen.com

Alors que les grands céréaliers appelés par la FDESA et les JA d'Ile de France bloquent impunément Paris, dans la Somme le porte-parole de la Confédération Paysanne Laurent Pinatel, le président de l'association Novissen, Michel Kfoury, ainsi que Manuel Aze, paysan, et trois salariés du syndicat sont eux placés en garde à vue depuis ce matin.

Pour en savoir plus et soutenir Novissen :
[Http://www.novissen.com/Pages/default.aspx](http://www.novissen.com/Pages/default.aspx)



*Et quand tout le monde sera compétitif on fait quoi ?
 Salaire à 2 euros ?*



Portugal : Le budget 2014 a été voté mercredi 26 novembre par le gouvernement portugais des droites unies (Parti Social Démocrate et Centre Démocratique et Social - Parti Populaire), le pire de tous depuis la mise en place de l'austérité en 2011 et probablement depuis l'accès à la démocratie en 1974. La ligne choisie va au-delà des économies et reflète une véritable offensive idéologique conforme aux attentes de la Troïka et du capitalisme financier :

- transfert inédit des richesses du travail vers le capital avec l'augmentation de 30% de l'impôt sur les revenus (IRS) du travail, quand dans le même temps le gouvernement décide une baisse de 10% de l'impôt sur les bénéfices des entreprises,
- augmentation du temps de travail dans l'ensemble des services publics de 35 h à 40 heures par semaine,
- attaques contre les salaires et les retraites avec la mise en place d'une taxe progressive en fonction des revenus de 2,5% jusqu'à 12% à partir de 650 euros de revenus.